

engageons dans une nouvelle phase des relations. Nous devons déterminer avec grand soin à quels moments et de quelles façons nous recourrons aux nombreuses institutions à notre disposition.

Dans ce contexte, le gouvernement du Canada accueille très favorablement la proposition visant à établir une banque européenne pour la reconstruction et le développement.

La création d'une banque pourrait être un excellent moyen de mobiliser et de coordonner l'aide financière destinée à des investissements productifs, notamment en ce qui concerne le développement du secteur privé, et contribuer à faire en sorte que les réformes économiques appropriées et nécessaires soient entreprises. Elle nous permettrait de répondre aux besoins diversifiés de toute la région en mettant en place un mécanisme multilatéral spécialisé et efficace. Le Canada estime que la banque devrait pouvoir compter sur la participation la plus large possible pour pouvoir réunir suffisamment de capitaux et contribuer à jeter les bases de l'avenir économique de la région.

À ce stade, il reste encore de nombreux détails à examiner concernant la structure et le fonctionnement de la banque, mais le Canada fait bon accueil à la suggestion de réunir les parties intéressées à la fin de janvier pour discuter de la proposition.

Il reste bien des difficultés à surmonter, mais nous avons démarré du bon pied. Il faut agir rapidement pour suivre les changements qui se produisent en Europe de l'Est et en Europe centrale, et dont la dynamique dépasse toutes les attentes. Mais pour mener ce projet à terme, pour faire en sorte que la réforme des économies débouche sur un développement soutenable, nous devons constamment garder à l'esprit la nécessité d'établir un cadre solide et durable pour la conduite de nos relations. Nous avons l'intention de continuer à faire preuve d'énergie et de détermination.